



CHAPITRE 155

Loi accordant certains pouvoirs à La corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que La corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est, dans le comté de Laval, est régie par les dispositions du Code municipal;

Attendu que la corporation a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire d'accorder de plus amples pouvoirs à son conseil pour l'administrer d'une manière plus conforme à ses besoins;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,
a. 392a,
am. pour
la corp.

1. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après le troisième alinéa de l'article 392a, le suivant:

"Nonobstant les dispositions des premier et deuxième alinéas ci-dessus et sans autre approbation que celle du ministre des affaires municipales, le conseil pourra, à compter de la sanction de la présente loi jusqu'au premier janvier 1959, par règlement, modifier ou abroger le règlement de construction numéro 95 actuellement en vigueur. Après ce délai, toute nouvelle modification au règlement doit se faire en suivant les formalités prévues par le présent article."

CHAPTER 155

An Act to grant certain powers to The municipal corporation of the parish of Sainte-Rose-East

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS The municipal corporation of the parish of Sainte-Rose-East, in the county of Laval, is governed by the provisions of the Municipal Code;

Whereas the corporation has, by its petition, represented that it is necessary to grant broader powers to its council to administer it in a manner better adapted to its needs;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Municipal Code is amended, M.C.,
a. 392a,
am. for
corp.
for the corporation, by adding after the third paragraph of article 392a, the following:

"Notwithstanding the provisions of the above first and second paragraphs and with no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs, the council may from the sanction of this act and until the first of January, 1959, by by-law, amend or repeal building by-law number 95 now in force. After such delay, any further amendment to the by-law shall be made in accordance with the formalities provided in this article."

C.M.,
aa. 392b-
392e, aj.
pour la
corp.

2. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 392a, les articles suivants:

"392b. La corporation peut, par règlement, édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé, conformément à l'article 2175 du Code civil.

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles avec ses dépendances.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

"392c. La corporation peut faire, modifier ou abroger des règlements pour prescrire la manière dont l'autorisation de construire sera demandée et fixer l'honoraire devant être payé à la corporation sur l'octroi d'un permis de construction, dont le coût ne devra pas excéder vingt dollars par permis.

"392d. La corporation peut, par règlement, refuser les permis de construction sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour les constructions projetées à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants.

"392e. La corporation peut faire un règlement décrétant qu'après qu'un plan de subdivision aura été déposé, de prohiber l'octroi des permis de construction sur des lots de telles subdivisions avant que la rue en front du lot sur lequel on se propose de construire, ait été ouverte et nivelée par le propriétaire du terrain subdivisé et donnée ensuite par ce dernier à la municipalité."

Id.,
a. 400a,
aj. pour
la corp.

3. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 400, l'article suivant:

2. The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 392a, the following articles:

M.C.,
aa. 392b-
392e,
added
for corp.

"392b. The corporation may, by by-law, enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

In the foregoing provision, the word "building" means a building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies.

The provisions of this article shall not apply to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation.

"392c. The corporation may make, amend or repeal by-laws to prescribe the manner of applying for authorization to build and establish the fee payable to the corporation on the granting of a building permit, the cost of which shall not exceed twenty dollars per permit.

"392d. The corporation may, by by-law, refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structures will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate.

"392e. The corporation may make a by-law enacting that after a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

3. The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 400, the following article:

Id.,
a. 400a,
added
for corp.

"400a. La corporation peut faire des règlements pour réglementer la subdivision, l'annulation de lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, pour fixer l'emplacement de rues sur telles subdivisions et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

C.M.,
a. 404b,
aj. pour
la corp.

4. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 404a, le suivant:

"404b. La corporation peut, par règlement, décréter la fermeture à condition que tel règlement n'entre en vigueur qu'à l'expiration de douze mois de sa publication, des dépotoirs d'automobiles et des enclos où il est accumulé de la ferraille et autres objets de rebuts ou de seconde main, et ordonner que ces lieux soient nettoyés, mis, remis ou maintenus dans un état de propreté convenable; déterminer des endroits pouvant être aménagés spécialement pour l'établissement de tels enclos ou dépotoirs d'automobiles, et indiquer comment ceux-ci devront être tenus, clôturés ou entourés."

Id.,
a. 468,
remp.
pour la
corp.

5. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en remplaçant l'article 468, par le suivant:

"468. La corporation peut faire des règlements sujets aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (Statuts refondus, 1941, chapitre 242) qui s'appliquent à la corporation, pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, aux frais, en tout ou en partie, de la municipalité ou des propriétaires de terrains voisins, selon que le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux condi-

"400a. The corporation may make by-laws to regulate the subdivision or cancellation of lots situated in the limits of the municipality, to compel proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council fifteen days before their presentation to the Minister in charge of the cadastre for registration; to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the municipality, to fix the laying out of streets on such subdivisions and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that such streets and lanes do not belong to the municipality."

4. The Municipal Code is amended, M.C.,
a. 404b,
added
for corp.
for the corporation, by adding after article 404a, the following:

"404b. The corporation may, by by-law, on condition that such by law shall not come into force until twelve months after its publication, order the closing of automobile dumps and enclosures where old iron and other scrap or second hand articles are kept, and order that such places be cleaned, restored or maintained in a proper state of cleanliness; determine places that may be specially equipped for the establishment of such enclosures or old car dumps, and indicate how the same must be kept, fenced or enclosed."

5. The Municipal Code is amended, Id.,
a. 468,
replaced
for corp.
for the corporation, by replacing article 468, by the following:

"468. The corporation may make by-laws subject to the provisions of the Public Streets Act (Revised Statutes, 1941, chapter 242) which apply to the corporation, to order the opening of new streets, the closing, widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making or maintaining the streets of the municipality, at the charge, in whole or part, of the municipality or of the owners of neighbouring lots, as the council may deem expedient and according to plans and on conditions which it deems suitable; however, the by-law

tions qu'il trouve convenables; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur.

La corporation peut prescrire une répartition de la taxe imposée à ces fins, soit en raison de la superficie des terrains, soit d'après leur évaluation."

ordering the closing of one or more streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force.

The corporation may prescribe an apportionment of the tax imposed for such purposes, either according to the area of the lots or according to their valuation."

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}